

Accord interprofessionnel

COMMERCE
(Pays de Rennes)

PROTOCOLE D'ACCORD DU 23 AVRIL 2015
RELATIF À L'OUVERTURE EXCEPTIONNELLE DES COMMERCE
LES JOURS FÉRIÉS ET DIMANCHES

NOR : ASET1650099M

Dans le cadre du dialogue social mené à l'échelle du pays de Rennes dans le champ du commerce de détail, les différents partenaires se réunissent tous les ans depuis 1997 afin de définir un protocole d'accord concernant l'ouverture des commerces les dimanches et les jours fériés.

Vu l'article L. 3133-1 du code du travail : « Les fêtes légales ci-après désignées sont des jours fériés : le 1^{er} janvier, le lundi de Pâques, le 1^{er} Mai, le 8 Mai, l'Ascension, le lundi de Pentecôte, le 14 Juillet, l'Assomption, la Toussaint, le 11 Novembre, le jour de Noël » ;

Vu la loi n° 2008-351 du 16 avril 2008 relative à la journée de solidarité ;

Vu l'article L. 3132-12 du code du travail précisant que « certains établissements, dont le fonctionnement ou l'ouverture est rendu nécessaire par les contraintes de la production, de l'activité ou les besoins du public, peuvent de droit déroger à la règle du repos dominical en attribuant le repos hebdomadaire par roulement ». La liste des activités concernées est fixée à l'article R. 3132-5 du code du travail ;

Vu les arrêtés préfectoraux en vigueur sur le département d'Ille-et-Vilaine ordonnant la fermeture dominicale de certains établissements commerciaux (magasins de meubles, caravaning, salons de coiffure, boucheries-charcuteries) ;

Vu l'accord du 17 décembre 2010 et son avenant du 28 novembre 2014, relatif au repos hebdomadaire des salariés employés dans les commerces de détail à prédominance alimentaire d'une superficie supérieure à 700 m² sur le pays de Rennes ;

Vu les consultations des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs, d'une part, de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Sur le territoire du pays de Rennes, les organisations conviennent que l'ensemble des commerces de détail alimentaires et non alimentaires, quelle que soit la taille, pourra ouvrir de manière exceptionnelle pour l'année 2015, trois jours fériés :

- le vendredi 8 mai 2015 ;
- le samedi 15 août 2015 ;
- le mercredi 11 novembre 2015.

Par ailleurs, les organisations représentatives des employeurs s'engagent à ne pas retenir un jour férié comme journée de solidarité.

Article 2

Si l'accord sur les jours fériés est respecté, les maires du pays de Rennes s'engagent à autoriser par arrêté municipal les commerces de détail à déroger à la règle du repos hebdomadaire pour leurs salariés deux dimanches pour 2015, tels que définis aux articles L. 3132-26, L. 3132-27 et R. 3132-21 du code du travail (rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, repos compensateur équivalent en temps et tous autres avantages légaux liés au travail du dimanche). Les deux dimanches seraient :

- le 13 décembre 2015 ;
- le 20 décembre 2015.

Article 3

Pour le travail de ces jours précités, il sera fait appel exclusivement à des salariés volontaires. Conformément à la loi, le refus de travailler le dimanche ne pourra entraîner aucune sanction.

En conséquence le salarié ne devra subir aucune pression, menace, discrimination ou sanction, aucun harcèlement de quelque nature que ce soit, directement ou indirectement avant et (ou) après son refus éventuel de travailler lors de ces ouvertures exceptionnelles.

Pour garantir les intérêts des salariés qui seront amenés à travailler lors de ces dates, les parties s'engagent à veiller à la bonne et stricte application des textes législatifs, réglementaires et conventionnels en vigueur.

Par ailleurs, les entreprises dont les salariés ne bénéficient pas d'un accord ou d'une convention collective s'engagent sur les principes suivants :

- la rémunération des heures supplémentaires ;
- la contrepartie obligatoire au repos ;
- la durée du travail ;
- le repos quotidien.

Enfin, au vu de l'investissement de l'encadrement des commerces de détail à prédominance alimentaire à compenser les absences des salariés du collège I résultant de l'article 5.14.2 de la convention collective nationale du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire du 12 juillet 2001, les organisations patronales s'engagent à attribuer une journée de repos compensatrice en sus des droits légaux des salariés des collèges II, III et IV sur la période du 15 janvier 2016 au 15 février 2016.

Article 4

Au 30 septembre 2015, les signataires s'engagent à établir un bilan afin d'évaluer la bonne application du présent protocole d'accord, et à définir un calendrier d'ouvertures des commerces lors des jours fériés et des dimanches pour l'année 2016.

Les partenaires sociaux se seront rencontrés en amont au plus tard le 30 juin 2015 pour une validation avec l'ensemble des élus en septembre 2015.

Article 5

Conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail, le présent protocole d'accord sera déposé auprès du service des conventions collectives du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes. Il sera également transmis à l'ensemble des présidents d'EPCI et des maires du pays de Rennes.

Fait à Rennes, le 23 avril 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

MEDEF 35 ;

CGPME 35 ;

UPA 35.

Syndicats de salariés :

Interco CFDT 35 ;

UD CFE-CGC 35 ;

CSFV CFTC Bretagne.